

# Le Monde

# Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

## Libre-échange et protectionnisme : le vrai débat est lancé

- Réciprocité, taxation sociale et environnementale : les candidats à la présidentielle proposent de réorganiser le commerce mondial
- La dérégulation des échanges n'a pas empêché l'accroissement des distorsions de concurrence et des déséquilibres internationaux



Nicolas Sarkozy a défendu dans son discours de Villepinte, le 11 mars, la réciprocité dans l'accès aux marchés publics et la création d'un « Buy European Act », sur le modèle de celui créé par le président Franklin

### Dossier

Roosevelt aux Etats-Unis dans les années 1930. François Hollande et les Partis socialistes européens font figurer depuis décembre 2011 dans leurs programmes le « juste-

échange », pour conditionner l'entrée des produits dans l'Union européenne au respect des conventions internationales, notamment sur le travail décent ou l'environnement. La remise en cause de la dérégulation des échanges commerciaux internationaux, à l'œuvre depuis vingt ans, rebondit dans la campagne présidentielle, jusqu'aux partis de gouvernement.

Le constat de la désindustrialisation, de la course des multinationales vers le moins-disant social et environnemental, de la persistan-

ce et de l'aggravation des déséquilibres macro-économiques internationaux ont même conduit, ces derniers mois, la « jeune garde » du Parti socialiste (Arnaud Montebourg) comme celle de l'UMP (Laurent Wauquiez) à utiliser le mot tabou de « protectionnisme » dans le cadre européen et de façon raisonnée. Europe Ecologie-Les Verts prône aussi un protectionnisme européen écologique et social, notion aussi reprise au Front de gauche.

Il ne reste guère plus que le Front national pour prôner un

repli autarcique sur les seules frontières nationales, versant économique de sa discrimination entre étrangers et nationaux en matière de logement, d'emploi et de prestations sociales.

La réflexion sur le protectionnisme peut ainsi sortir de sa stigmatisation guerrière et d'une sempiternelle simplification de son rôle de la crise de ces années 1930 pour entrer dans le débat public, au moins le temps d'une campagne électorale.

Adrien de Tricornot

►►► Lire la suite page 4

Martin Wolf p. 2  
Pékin doit entreprendre une transition à risque

Management p. 3  
« Les pays sont-ils une marque ? », par A. Hatchuel

Prix Europlace de la recherche p. 6  
Astrid Dick, Prix 2012 du meilleur article d'actualité de recherche en finance



Pierre-Cyrille Hautcœur  
Leçons grecques



Combien de fois n'a-t-on entendu, depuis deux ans, que la Grèce avait triché sur ses déficits budgétaires et avait trompé l'Union européenne comme ses créanciers ? Un regard comparatif et historique montre que non seulement ce cas est ancien et répandu, mais qu'il risque de se renforcer et de s'étendre du fait des politiques menées actuellement, tant en ce qui concerne la Grèce que la plupart des autres pays.

Car la Grèce n'a pas triché ni menti, ou plutôt la question est secondaire. Ce qui importe est qu'elle n'a pas et n'a jamais eu la structure étatique, et qu'elle n'a jamais vraiment mis en place la bureaucratie chère à Max Weber (1864-1920), qui ont permis à la France ou à d'autres pays de lever efficacement des impôts. En cela, elle se distingue peu de certains autres Etats européens et de nombre de pays en développement, parfois assez riches mais affectés de la même faiblesse.

En France même, considérée pourtant comme le pays de l'absolutisme, l'Etat royal avait le plus grand mal à faire rentrer les impôts, que ce soit par l'administration directe ou par l'affermage de leur collecte. Il perdit au XVIII<sup>e</sup> siècle presque toutes ses guerres face à l'Angleterre, du fait de cette incapacité à faire accepter et rentrer l'impôt. Il a fallu la restructuration brutale des administrations par la Révolution et l'invention de grandes institutions articulant centre et périphérie, recettes et dépenses, trésorerie et dette (la Caisse des dépôts, le Trésor et le réseau des Trésoriers payeurs généraux, la Banque de France) pour affermir le système fiscal. Un siècle plus tard, la création de l'impôt sur le revenu a donné lieu à des combats politiques homériques et a mis plusieurs décennies avant de toucher effectivement l'ensemble des revenus (les agriculteurs en furent, par exemple, longtemps épargnés de facto).

Pourtant, au XIX<sup>e</sup> siècle, la construction des Etats nations justifiait idéologiquement l'organisation nationale et le renforcement des systèmes fiscaux ; au XX<sup>e</sup> siècle, les guerres mondiales ont permis un contrôle des changes qui facilitait l'imposition des hauts revenus. Les outils techniques et conceptuels de la gestion la plus moderne ont été mis en œuvre – et souvent inventés – pour les besoins de la gestion des finances publiques.

Les choses ont bien changé depuis. La libéralisation des flux de capitaux, l'innovation financière et l'inventivité des gestionnaires de patrimoine remettent de plus en plus en cause l'efficacité des systèmes fiscaux, ou permettent à certains (rarement les plus pauvres) de passer à travers leurs mailles, ce qui remet en cause leur acceptation politique.

►►► Lire la suite page 2

### Annonces

Regard sur Transport, logistique Page 9  
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance  
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales  
Multiposte ■ Collectivités territoriales  
Pages 7 à 10

Consultez notre site: [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

TRANSFORMER C'EST CRÉER  
DE LA VALEUR



## Leçons grecques

►►► Suite de la chronique de Pierre-Cyrille Hautcœur

Le discours antiétatique dominant depuis trente ans en Europe comme aux Etats-Unis a affaibli la légitimité de l'impôt, puisque les services publics sont remis en cause au nom de la prétendue supériorité de la gestion privée. Enfin, les administrations n'adoptent qu'avec retard – quand les dirigeants politiques finissent par l'accepter – les réformes techniques, politiques et conceptuelles et les coordinations internationales qui mettraient en œuvre un impôt moderne. L'évasion fiscale augmente dans la plupart des pays sans qu'une volonté politique claire s'y oppose, au point qu'on peut se demander si la Grèce est, sur ce point, en retard... ou en avance.

Une solution évidente et catastrophique serait la restriction de la circulation des personnes, des biens et des capitaux aux frontières nationales. L'intégration des économies européennes est aujourd'hui telle qu'elles en souffriraient durablement, et l'Union européenne n'y survivrait pas. L'autre solution, aujourd'hui urgente, passe par la jonction d'une dose de coopération fiscale renforcée et d'une dose de fédéralisme fiscal à l'échelle européenne. La convergence des systèmes fiscaux est un travail de longue haleine, mais la coordination est possible. Elle devrait s'appuyer sur un travail de simplification et d'allègement de certains impôts qui la faciliterait et accroîtrait sa légitimité.

L'insolvabilité de la Grèce doit donc nous mettre en garde. La question n'est pas son surendettement – nombre de pays ont été beaucoup plus endettés et ont payé leur dette rubis sur l'ongle sans même recourir à la planche à billets –, mais sa capacité politique et administrative à lever l'impôt. Aider la Grèce à construire son Etat plutôt que de lui demander de liquider son administration serait la réintégration dans une Europe moderne dont l'attractivité repose largement sur la qualité des services publics. Mais ce projet doit être partagé par les grands pays européens, et devrait être un enjeu majeur des prochaines élections partout en Europe. ■

Pierre-Cyrille Hautcœur, EHESS et Ecole d'économie de Paris.



Par Martin Wolf

La Chine entame une transition délicate qui vise à la fois à réduire sa croissance et à en modifier la nature. C'est la conclusion que je tire du Forum sur le développement de la Chine organisé le 18 mars à Pékin. Il est aussi probable qu'il s'agira d'une transition politique autant qu'économique. En outre, ces deux transitions interagissent selon des modalités complexes. Le bilan économique positif enregistré jusqu'ici sous l'autorité du Parti communiste ne garantit pas que les résultats futurs seront aussi favorables, comme l'analyse le premier ministre chinois, Wen Jiabao, qui a déclaré le 14 mars : « La réforme a atteint en Chine une étape critique. Tant que nous n'aurons pas procédé à une réforme politique structurelle, il nous sera impossible de mettre pleinement en œuvre une réforme économique structurelle. Les acquis que nous ont procurés la réforme et le développement pourraient être perdus, les problèmes qui ont émergé au sein de la société chinoise ne peuvent être résolus de manière complète et une tragédie historique semblable à la Révolution culturelle pourrait à nouveau survenir. »

Ces questions politiques sont d'une grande importance. Mais la transition économique sera elle-même très difficile. La Chine arrive au terme de ce que les économistes appellent la « croissance extensive », tirée par une augmentation des apports en main-d'œuvre et en capitaux. Le pays doit à présent s'orienter vers une « croissance intensive », fondée sur l'amélioration des savoir-faire et des technologies. Cela entraînera entre

**L'éclairage** Economie florissante, urbanisation et natalité expliquent la pénurie de main-d'œuvre qui renchérit le coût du travail en Chine

# Transition à risque à Pékin

autres conséquences le net ralentissement du taux de croissance chinois par rapport à la moyenne annuelle proche de 10% qu'il a enregistrée au cours des trois dernières décennies. Ce qui complique cette transition, c'est la nature même de la croissance extensive chinoise, notamment le taux extraordinaire de l'investissement et la forte dépendance à l'égard de l'investissement comme source de demande.

Au regard du modèle de développement défini par le Prix Nobel d'économie (1979) Sir Arthur Lewis, (1915-1991), la Chine cesse peu à peu d'être un pays à main-d'œuvre excédentaire. Selon Lewis en effet, le revenu de subsistance de la main-d'œuvre agricole excédentaire contribue à maintenir les salaires du secteur moderne

d'œuvre excédentaire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, en partie du fait de la rapidité de la croissance et de l'urbanisation – depuis le début des réformes, l'économie chinoise a été multipliée, en termes réels, par plus de vingt, et la moitié de la population chinoise vit désormais en ville – et du faible taux de natalité. Un article signé par Cai Fang, de l'Académie chinoise de sciences sociales, souligne qu'« après avoir été observée pour la première fois dans les zones côtières en 2004, la pénurie de main-d'œuvre s'est étendue à tout le pays. En 2011, les entreprises manufacturières ont rencontré des difficultés sans précédent pour recruter ». L'article de M. Fang montre que cette situation entraîne une hausse des salaires réels et une diminution des profits.

du ratio capital/travail – indicateur distinct de celui de la contribution d'une meilleure « productivité totale des facteurs » (PTF), ou productivité globale – est passée de 45% entre 1978 et 1994 à 64% entre 1995 et 2009. Cela doit changer. La croissance chinoise doit être portée par une augmentation de la PTF, qui maintiendra les profits, plutôt que par une hausse des ratios capital/travail qui ne peut conduire qu'à une baisse des profits, notamment du fait que les salaires réels connaissent une augmentation rapide. Vu la mauvaise redistribution des revenus, une certaine baisse des profits est souhaitable. Mais aller trop loin dans cette voie porterait tort à la croissance potentielle.

La difficulté d'effectuer la transition vers une croissance portée par le progrès technique est l'une des raisons pour lesquelles tant de pays tombent dans ce qu'il est convenu d'appeler « le piège des revenus moyens ». Aujourd'hui pays à revenu moyen, la Chine entend devenir un pays à haut revenu d'ici à 2030. Cela nécessitera de profondes réformes, lesquelles sont énumérées dans un remarquable rapport élaboré conjointement par la Banque mondiale et le Centre de recherche sur le développement du Conseil d'Etat chinois (China 2030, Worldbank.org).

Ces réformes porteront atteinte à certains intérêts particuliers, notamment au niveau des autorités locales et des entreprises publiques. C'est sans doute une des principales raisons pour lesquelles M. Wen estime important de procéder à une réforme politique, défi à long terme que la Chine doit relever. En s'orientant vers cet objectif,

elle risque à court terme de subir un atterrissage brutal, comme l'a souligné dans son intervention Nouriel Roubini, de la Stern School of Business de l'université de New York. Le gouvernement chinois s'est fixé un objectif de croissance annuelle de 7,5% cette année et de 7% pour la durée du plan quinquennal en cours. Avec une croissance ralentie, le besoin de taux extraordinaires d'investissement diminuera également.

Cependant, faire passer le taux d'investissement de 50% à 35% du produit intérieur brut sans provoquer une profonde récession exigera en compensation une hausse de la consommation. Or la Chine ne dispose d'aucun moyen facile de susciter cette hausse, ce qui explique pourquoi sa réponse à la crise a consisté à accroître encore l'investissement. De surcroît, la Chine dépend fortement de l'investissement dans le secteur de la construction : au cours des treize dernières années, l'investissement dans le logement a crû à un taux annuel de 26%. Une telle croissance ne se poursuivra pas.

La Chine a les moyens de réussir sa transition vers un tout autre type de croissance économique. Nombre de pays à revenu moyen n'y sont pas parvenus. Au vu de ses réussites passées, il est difficile d'argumenter en défaveur de la Chine. La meilleure raison d'espérer est que les responsables politiques chinois ne font preuve d'aucune autosatisfaction. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © FT (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

## Avec une croissance ralentie, le besoin de taux extraordinaires d'investissement diminuera

à un faible niveau. Ce qui rend ce dernier extrêmement rentable. Quand ces gros profits sont réinvestis, comme ils l'étaient en Chine, le taux de croissance du secteur moderne, et donc de l'économie dans son ensemble, est très élevé. Mais à un moment donné, la main-d'œuvre devient plus rare dans l'agriculture, ce qui entraîne une augmentation de son coût dans le secteur moderne. Résultat : à mesure que l'économie mûrit, les profits diminuent, l'épargne et l'investissement chutent.

La Chine d'il y a trente-cinq ans était une économie de main-

La Chine est arrivée aujourd'hui au virage annoncé par Lewis. Une des conséquences sera que, pour un taux d'investissement donné, le ratio capital/travail augmentera plus rapidement, tandis que les retours sur investissement diminueront également plus vite. Des signes évidents d'une telle augmentation d'intensité capitaliste sont apparus avant même le point de basculement défini par Lewis.

Selon Louis Kuijs, ancien économiste auprès de la Banque mondiale, la contribution à la hausse de la productivité de l'augmentation

## Le livre

### Sommeil dogmatique

La thèse est iconoclaste. Le débat de fond n'est plus, aujourd'hui, entre libéralisme et interventionnisme, affirment Mario Amendola, professeur à l'université de Rome La Sapienza, et Jean-Luc Gaffard, directeur de recherche à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Il est entre « croyants en une société idéale » et « esprits raisonnables ou critiques qui, conscients de l'impossibilité de connaître définitivement la façon dont l'économie fonctionne, cherchent à tirer de l'expérience des leçons qui permettront d'éviter le chaos ».

La crise actuelle n'est pas qu'un accident de parcours, rappellent les auteurs. Elle est le résultat d'une perte progressive de maîtrise d'une économie soumise à des turbulences de plus en plus fréquentes.

Friedrich Hayek (1899-1992) critiquait naguère le constructivisme, qui consiste à penser que l'on peut édifier une société selon ses propres vœux. Si le grand mérite d'Hayek est d'avoir tiré les économistes de leur sommeil dogmatique en soulignant que la société ne

se pilote pas comme une machine, c'est, affirment les auteurs, le néolibéralisme qui est aujourd'hui « constructiviste ». Il sacralise le marché, tout en faisant de l'Etat « l'agent de sa toute-puissance ». Les fameuses frictions ou rigidités sur le marché du travail, par exemple, ne sont pas toujours néfastes, montre le duo. Quant à la confiance, elle n'est pas automatique. Lorsque le contrat social s'affaiblit, la « défiance » est même nécessaire.

A contre-courant, l'ouvrage plaide pour un « libéralisme interventionniste ». Oxyimore, disent certains, dont les auteurs assument le paradoxe.

Le choix n'est pas entre un modèle social réputé trop généreux qui serait périmé et la croissance, expliquent-ils, mais entre une croissance dont la soutenabilité repose sur ce modèle social et une instabilité récurrente. Certes, « l'Etat n'est ni bienveillant ni omniscient ». Mais il n'y a pas, plus aujourd'hui qu'hier, à renoncer à l'exigence de cohésion sociale, plaident-ils. En rappelant que le politique n'a pas à s'effacer derrière l'économique. ■

Philippe Arnaud

Capitalisme et Cohésion sociale, Mario Amendola et Jean-Luc Gaffard, éditions Economica, 194 pages, 19 euros

## Les acteurs de l'économie Pierre Bezbakh

### Rollon, de la razzia viking à l'essor de la Normandie

Les mêmes acteurs peuvent jouer successivement des rôles économiques opposés. C'est le cas des banques qui, lors des « trente glorieuses » (1945-1975), se contentaient de financer l'investissement productif des entreprises, les achats de logements et la consommation des ménages, mais qui se sont depuis largement engagées dans des activités risquées et considérées, de l'achat sur le marché de la crise financière, la récession et la montée du chômage...

Un exemple inverse nous est proposé par les peuples venus de Scandinavie aux VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles, qui ont d'abord pillé l'Europe du Nord et terrorisé les populations, avant de se sédentariser et de contribuer au renouveau économique qui marqua le début des temps féodaux. Le cas de Rollon, futur duc de Normandie (né vers 845 et mort vers 925), illustre cette transformation.

Originaire de Norvège, il prit la tête de bandes vikings composées essentiellement de Danois, qui ravagèrent la région de Rouen durant les années 870-880, y pillèrent les abbayes, et s'installèrent à

l'embouchure de la Seine. Ils s'emparèrent de Bayeux (Rollon épousa la fille du comte local) et auraient participé au siège de Paris en 885-886. Face à ces exactions auxquelles il ne pouvait s'opposer, le roi de France Charles le Simple négocia avec Rollon le traité de Saint-Clair-sur-Epte (911), qui le fit comte de Rouen, avant qu'il n'obtienne des terres en Bessin et en pays d'Auge, et que son fils n'étende son autorité sur le Cotentin. Cela conduisit à la formation du duché de Normandie (« la terre des hommes du Nord »).

#### Du pillage au business social

En échange, Rollon, devenu vassal du roi de France, s'engageait à cesser les razzias, à défendre le nord-ouest du royaume et à se faire baptiser (ce qu'il fit à Rouen en 912). La paix en cette région ne revint pas aussitôt, mais les pillages disparurent progressivement, les moines retrouvèrent leurs monastères et le clergé séculier ses églises. Les paysans bénéficièrent d'une plus grande liberté que dans le reste du royaume, et les ducs de Normandie renforcèrent leur autorité et la cohérence de leur territoire.

Grâce aux impôts levés, ils frapèrent leur monnaie, ce qui permit l'essor du commerce local, et assurèrent la justice. Rollon et ses successeurs animèrent le commerce maritime entre la Normandie, l'Angleterre et la Scandinavie, un siècle avant la conquête de l'Angleterre par Guillaume de Normandie (en 1066), qui intensifia les échanges entre les royaumes de France et d'Angleterre.

Les invasions vikings eurent d'autres effets paradoxaux : les populations fuyant les pillages purent effacer leur statut d'esclave et bénéficier d'une amélioration de leur sort dans les comtés souvent lointains où ils obtinrent le droit de cultiver la terre ; le pillage des trésors d'églises se traduisit par une déthésaurisation des richesses accumulées par le clergé, transformées en moyens de paiement ; Bohémond de Tarente, descendant des Normands installés au sud de l'Italie, fut l'un des initiateurs de la première croisade (1096-1099) qui amplifia le commerce trans méditerranéen entre l'Europe féodale chrétienne et l'Orient.

A l'instar des lointains Vikings d'abord prédateurs, nos banquiers

spéculateurs vont-ils demain financer les fondements d'une nouvelle croissance basée sur le développement et le « social business », à l'instar des fondations créées par un Bill Gates ou un Warren Buffett ? ■

Pierre Bezbakh est maître de conférences à l'université Paris-Dauphine.

## Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00  
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21  
Télex : 206 806 F

Édité par la Société éditrice du « Monde » SA,  
Président du directoire,  
directeur de la publication :  
Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde »,  
membre du directoire :  
Erik Izraelewicz

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.  
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde  
Impression Le Monde  
12, rue M.-Günsbourg  
94852 Ivry Cedex  
Printed in France